

# **L'Emir Abdelkrim Al-Khattabi : de la lutte contre l'impérialisme à la construction de l'union maghrébine.**



La lutte de Muhammad Ben Abdelkrim Al-Khattabi contre les forces impérialistes franco-espagnoles a eu lieu au moment même où règne partout dans le monde arabe une effervescence de la renaissance arabe (An-Nahada). Elle s'inscrit dans le cadre des luttes anticoloniales menées par les peuples colonisés du sud et d'Orient, et plus particulièrement les révoltes arabes contre les accords de Sykes-Picot (en 1916). Elle est le symbole des luttes pour l'indépendance et l'autodétermination des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'action révolutionnaire de l'Emir Abdelkrim Al-Khattabi suscita l'enthousiasme et un soutien authentiques aux quatre coins du monde : l'Emir Al-Khattabi devint une icône pour toute une génération de révolutionnaires assoiffés de liberté et d'indépendance. Il ne fut pas uniquement cet habile stratège rifain qui combattit l'impérialisme occidental à partir de la région du Rif, mais il fut l'unificateur des luttes menées au nom d'un Maghreb uni et indépendant. Il est le fondateur de la guerre moderne anticoloniale du XXe siècle, son combat servira de modèle à toutes les guerres d'indépendances futures.

Le Maroc, comme bien d'autres pays dans le monde, fut la proie des prédateurs impérialistes qui lorgnaient sur ses ressources minières (phosphate, zinc, plomb, fer, cobalt, cuivre,

barytine, charbon , argent...) et convoitaient son littoral. Il sera soumis à un double protectorat français et espagnol en 1912 parachevant ainsi la mise sous tutelle du Maroc dont les prémices remontent au XVe siècle.

C'est contre ce colonialisme que l'Emir Abdelkrim va s'insurger et combattre tour à tour les espagnols au nord, les français au sud et une coalition franco-espagnole appuyée et soutenue par les puissances occidentales notamment la Grande Bretagne.

Le 21 juillet 1921, l'Emir Abdelkrim inflige une défaite monumentale à l'armée espagnole suréquipée lors de la mythique bataille d'Anoual. 3000 rifains font face à plus de 100 000 hommes ; la bataille se solde par une véritable débâcle dans le camp espagnol : 16 000 soldats tués, des milliers de blessés et des centaines de prisonniers, 20 000 fusils, 400 mitrailleuses, 200 canons passeront entre les mains des moudjahidines du Rif . L'Espagne vient de perdre le terrain qu'elle avait gagné par des années de guerre. Le général espagnol Fernandez Sylvester se donnera la mort à la suite de la déroute; à Madrid le gouvernement tombe. L'hécatombe est telle que la Société des Nations parle du « cataclysme marocain ». C'est aussi cette guerre du Rif qui provoquera l'ascension de Franco au pouvoir (en février 1926, alors qu'il n'a que 34 ans, il sera le plus jeune général d'Europe).

La bataille d'Anoual marque un tournant historique décisif dans les luttes anticoloniales : c'est la première fois qu'une armée impérialiste est mise en échec de façon aussi foudroyante. Un historien déclarera : « c'est l'un des plus effroyables désastres enregistrés au cours des entreprises coloniales européennes en Afrique. ».

Très vite cette victoire dépasse les limites du Rif pour se propager à l'ensemble du Maroc où chaque marocain se sentit rifain. L'aura de l'Emir Abdelkrim s'étendra à l'ensemble du Maghreb et du monde arabe et plus largement encore jusqu'en

Indochine où Ho Chi Minh reconnut en Abdelkrim Al-Khattabi son frère d'armes : il le voyait comme « le précurseur de la guerre populaire moderne. »

Dans un monde marqué par les préjugés racistes et ethnocentristes, la victoire d'Anoual était tout un symbole : elle eut des répercussions psychologiques et politiques immenses chez les peuples qui vivaient sous la domination et le joug colonial. La victoire d'Anoual représentait une victoire triomphale des peuples de « couleurs » exploités par les impérialistes sur une nation « blanche » ; c'était une revanche des pays colonisés et une humiliation de l'Occident arrogant.

La victoire des moudjahidines rifains venait non seulement de mettre fin au mythe de l'invincibilité des armées occidentales mais elle inaugurait une technique de guerre qui allait faire le succès de toutes les guerres de libération du Tiers-Monde sous occupation coloniale : la guérilla.

A ce propos, en 1971, recevant une délégation du Fatah, Mao Tsé-toung leur déclara : « Vous êtes venus pour que je vous parle de la guerre populaire de libération alors que, dans votre histoire récente, il y a Abdelkrim, qui est une des principales sources desquelles j'ai appris ce qu'est la guerre populaire de libération. Pourquoi donc avez-vous fait tout ce chemin alors que vous avez le Maître : Abdelkrim ? »

L'Emir Al-Khattabi réussit à unir et à mobiliser toutes les tribus du Rif sous son commandement et sous le mot d'ordre de la lutte pour l'indépendance. Il vainquit une armée impérialiste et proclama la création de la « République du Rif » qu'il dotera des institutions étatiques les plus modernes de son temps.

Cette jeune république, la première dans le monde arabe, représentera alors une menace insupportable pour tous les belligérants :

– d'une part pour le Makhzen et le sultan Moulay Youssef à qui Abdelkrim reprochait sa passivité, son manque de combattivité pour la libération nationale. En effet le sultan restera sagement sur son trône pendant que les français et les espagnols mèneront une guerre impitoyable au Rif. Le sultan percevait l'Emir Abdelkrim comme une menace pour son pouvoir royal.

– d'autre part cela représentait pour les français un danger colossal : en effet le risque encouru était de voir les moudjahidines rifains embraser tout le Maroc et la guerre du Rif s'étendre à l'Algérie voisine. Il est vrai que chacune des victoires de l'Emir Abdelkrim sera accueillie par le peuple algérien comme étant la sienne et sa défaite finale aussi. De plus c'est après la reddition d'Al-Khattabi en 1926 que naîtra, à Paris, l'Etoile Nord-Africaine qui va organiser les travailleurs d'origine maghrébine dans un cadre de lutte commun avec comme programme : la libération de l'ensemble des trois colonies du Maghreb. L'idéologie et le programme de cette Etoile Nord-Africaine s'inspire du combat anticoloniale d'Abdelkrim et de ses mots d'ordre unificateur.

Abdelkrim poursuit son combat tous azimuts contre les troupes françaises qu'il harcèle de toutes parts : au 20 juillet 1925, les pertes françaises s'élève à près de 6 000 hommes. Face à cette déroute, le général Hubert Lyautey sera contraint de démissionner. Le maréchal Philippe Pétain, partisan d'une guerre agressive et sans merci, prendra le relais.

Une coalition franco-espagnole se mettra alors en place mobilisant une armée d'un demi-million d'hommes. De partout dans le monde occidental, on veut s'engager pour croiser le fer avec les moudjahidines du Rif. Les Etats-Unis participeront activement à la guerre du Rif avec leurs escadrons de la mort.

La guerre du Rif était devenue le moyen de préserver la suprématie de l'homme blanc et les Empires coloniaux

occidentaux en luttant brutalement contre la population rifaine.

Charles Willoughby, (1892-1972) major général de l'armée des États-Unis, publia un article en août 1925 où il écrit : « Une foule d'hommes noirs et de couleurs avait été précipitée contre des hommes blancs, d'Ypres jusqu'à Bagdad, théâtres d'opérations sur lesquels ils avaient appris à les tuer. Les races assujetties avaient découvert une étrange vérité : les suzerains blancs, ces insondables maîtres de leurs destinées, s'étaient opposés les uns aux autres. Les demi-dieux avaient chu de leurs piédestaux séculaires et avaient été réduits à des fragments d'argile. [...] Il y a peu de temps encore, les Empires coloniaux étaient fondés sur une légende, la légende de l'invincible homme blanc. Il n'est pas bon de détruire ce mythe, de toucher au piédestal sur lequel reposait le demi-dieu depuis tant de siècles.[...] Seule une guerre agressive, conduite jusqu'au cœur de leur pays par des expéditions punitives incendiant les villages, détruisant les réserves de blé et dispersant les troupeaux, pourrait accomplir la subordination des tribus rebelles. »

Pour se faire, Willoughby suggéra l'utilisation de chars, de voitures blindées, de lance-flammes et de gaz. Les Espagnols, aidés par l'armée allemande et l'industrie, construisirent des usines pour la fabrication de gaz en Espagne et au Maroc. Des milliers de tonnes de gaz moutarde furent ainsi répandus sur des villages marocains ce qui préfigurera les guerres coloniales contre-révolutionnaire à venir.

Le Rif, comme aujourd'hui Gaza, sera soumis à un blocus meurtrier, la population sera pilonnée par un intense bombardement (3 000 tonnes par jour), l'utilisation inhabituel du gaz moutarde fera des civils rifains les premières victimes gazés de l'histoire contemporaine (mais ce ne sont pas des juifs de l'holocauste – l'histoire n'en parle pas) : 150 000 est le nombre de victimes rifaines.

Les armées impérialistes, suivant la logique coloniale de responsabilité collective, ne distinguèrent pas les objectifs militaires des objectifs civils. Les Rifains étaient collectivement responsables des revers des armées coloniales et devaient, de fait, être « punis » en conséquence. Cela contraste avec l'esprit humaniste et chevaleresque de l'Emir Abdlekrim Al-Khattabi qui affirmait la distinction qu'il faisait entre les troupes coloniales espagnoles qu'il combattait sans relâche, et le peuple espagnols avec qui il espérait établir des relations amicales : « Le Rif ne combat pas les Espagnols et ne ressent pas de haine envers le peuple espagnol. Le Rif combat cet impérialisme envahisseur qui veut lui ôter sa liberté à force de sacrifices moraux et matériels du noble peuple espagnol. (...) les Rifains luttent contre l'Espagnol armé qui prétend lui enlever ses droits, et cependant garde ses portes ouvertes pour recevoir l'Espagnol sans armes en tant que technicien, commerçant, industriel, agriculteur, et ouvrier »

La coalition disposant d'un appui aérien américain et d'armes de destruction massive provoquera la capitulation de l'Emir Abdelkrim le 27 mai 1926, mais la pacification complète du Rif ne s'achèvera que 12 ans plus tard en 1934.

Abdelkrim désormais prisonnier de guerre sera exilé sur l'île de la Réunion où il y demeurera jusqu'en mai 1947. Il réussira à prendre la fuite du navire qui l'emmenait en France pour trouver asile en Egypte et s'installe au Caire. Cette évasion suscitera l'enthousiasme des nationalistes arabes et l'effroi dans le camp franco-espagnol ainsi que pour le Makhzen qui est pris d'une sainte terreur rien qu'à l'idée de voir revenir au Maroc le moudjahid Abdelkrim Al-Khattabi.

A partir du Caire, il continue son combat pour l'indépendance non seulement du Maroc mais de tout le Maghreb. Il en profitera pour diffuser ses thèses radicales anticoloniales. Il fonde, avec l'aide d'étudiants maghrébins, les commandos nord-africains qui avaient pour but de former des cadres

militaires dans la perspective d'une insurrection généralisée des 3 pays du Maghreb. A côté de cet activisme militariste, l'Emir Abdelkrim cherchait à fédérer les différents mouvements nationalistes maghrébins en vue de coordonner la lutte anticolonialiste dans les 3 pays. C'est dans ces conditions qu'il créa, le 9 décembre 1947, le « Comité de Libération du Maghreb Arabe » qui affirmait clairement son identité arabo-islamique et se donnait pour objectif : l'évacuation des pays par les troupes d'occupations et la réalisation de leur indépendance totale et leur souveraineté nationale complète.

Dans le Manifeste d'Abdelkrim du 5 janvier 1948, on peut lire : « Nous le faisons en vue de réaliser la coalition entre tous les partis du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie qui réclament l'indépendance et la constitution d'un seul front afin de poursuivre la lutte pour libérer nos pays du joug colonialiste. Au moment où les peuples travaillent pour assurer leur avenir, les pays du Maghreb arabe étudient attentivement les moyens de recouvrer l'indépendance dont ils ont été spoliés et leur liberté perdue. Il est donc du devoir de tous les dirigeants maghrébins de s'unir. Tous les partis de l'indépendance doivent également se coaliser et s'aider. Seule cette méthode nous permettra d'atteindre la réalisation de nos buts et de nos aspirations.

Désormais, notre cause entre dans une phase décisive. Nous affronterons dorénavant les usurpateurs comme un seul bloc, se composant de 25 millions d'hommes rassemblés autour d'un programme et déployant leurs efforts vers un objectif unique : l'indépendance complète pour l'ensemble des pays du Maghreb arabe.

Désormais, l'occupant colonialiste ne trouvera plus l'opportunité de contrecarrer notre résolution. Il ne sèmera plus de discorde entre nous, en exploitant la multiplicité des partis et les divergences d'opinion pour nous asservir et consolider ses positions dans nos pays.

Nous considérons que, dans nos trois pays, notre cause est une seule et même cause. Nous affronterons le colonialisme, solidement unis. Nous n'accepterons aucune solution ne réalisant pas notre indépendance complète et notre souveraineté totale. »

Même après la libération du Maroc en 1956, l'Emir Abdelkrim professait de la manière la plus radicale toujours les mêmes idées de solidarité intermaghrébine. Ainsi, le 4 mai 1956, il affirma son refus de voir la question de la décolonisation des 3 pays du Maghreb être traitée séparément : « Nous n'acceptons pas de solution de compromis en Algérie, au Maroc ou en Tunisie. Nous voulons l'indépendance totale ». L'Emir Abdelkrim était partisan d'une solidarité active avec la révolution algérienne qui devait être pour lui le prélude à une révolution maghrébine permettant d'unifier les trois pays. Lorsque la guerre d'Algérie tourne au carnage, il déclare en avril 1958 qu'il « ne mettra pas le pied sur le sol marocain avant le départ du dernier soldat français du Maghreb ».

Même si sa préoccupation première était la libération du Maghreb tout entier de toute occupation militaire étrangère et la création d'un Maghreb sous la forme d'une « Union fédérale », son combat avait une portée internationale : à la demande de Ho Chi Minh, L'Emir Abdelkrim lance un appel à la désobéissance des troupes marocaines engagées en Indochine sous le drapeau français. « Choisissez le camp de ceux qui défendent la liberté et affrontent la mort pour l'indépendance dans le but de se libérer de ce que vous endurez vous-même de la part du colonialisme », ordonne l'Emir à ses compatriotes.

A Cuba, Che Guevara, tenant en respect le génie tactique du héros rifain, avait été initié, avec Fidel et Raul Castro, aux actions de guérilla d'Abdelkrim Al-Khattabi par Alberto Bayo, un général espagnol d'origine cubaine, vétéran de la guerre du Rif, ayant combattu ensuite du côté républicain lors de la guerre d'Espagne. Ce sont ces hommes entraînés par le général républicain qui débarqueront à Cuba pour constituer le premier

maquis castriste dans la Sierra Maestra en 1958 : “Bayo nous enseignait comment mettre en place une guérilla pour briser une défense à la manière des Marocains d’Abdelkrim face aux Espagnols”, a raconté Fidel Castro à Ignacio Ramonet (directeur de la rédaction du Monde Diplomatique, dans Cien Horas con Fidel ).

Quant à la Palestine dès l’annonce de son partage, le 29 novembre 1949, Mohamed ben Abdelkrim Al-Khattabi leva une armée d’un millier de volontaires arabes et maghrébins qui sont allés combattre auprès de leurs frères palestiniens. Prenant de vitesse l’arrivée des volontaires armés des pays de la Ligue. Les leaders palestiniens, Yasser Arafat, Abou Jihad et autres ont pris source à l’enseignement des méthodes de guerre populaire du vainqueur de la légendaire bataille d’Anoual pour lancer leur mouvement de résistance dès janvier 1965. Les Palestiniens en formation militaire se voyaient distribuer des brochures sur les diverses techniques de guérilla dont celle sur Abdelkrim Al-Khattabi à laquelle était donnée la priorité.

Mohamed ben Abdelkrim Al-Khattabi révolutionnaire sincère, affranchi de toute gangue idéologique qu’elle vienne de l’Est ou de l’Ouest, ennemi intraitable de la langue de bois aura un regard très critique face aux activistes nationalistes arabes auxquels il reproche leur arrivisme, leur affairisme et leur esprit de corruption. Il dénonce les contradictions flagrantes entre leurs discours et leurs actes. Il prendra ses distances avec eux, et deviendra un farouche opposant à Allal el-Fassi dont le parti Istiqlal truste tous les postes importants du jeune Maroc indépendant et fait main basse sur le pouvoir exécutif. Abdelkrim Al-khattabi restera hostile à la monarchie marocaine jusqu’à la fin de sa vie.

Admirable dans le combat, noble dans la défaite, L’Emir Muhammad Ben Abdelkrim Al-Khattabi restera pour les marocains et pour tous les hommes épris de liberté et de justice un symbole de la lutte contre l’oppression. Il aura été l’un des

inventeurs du nationalisme marocain, ou, plutôt maghrébin.

Décédé loin de sa patrie le 6 février 1963 à l'âge de 80 ans, Nasser lui rendra hommage en organisant des obsèques dignes d'un chef d'Etat.

Presque 100 ans après la guerre du Rif, le combat d'Abdelkrim contre le colonialisme, son projet révolutionnaire, son refus des concessions et sa vision unificatrice de la Nation arabe représentent toujours le symbole de la résistance contre le pouvoir monarchique qui œuvre depuis pour effacer et taire cette page de l'histoire marocaine.

Aujourd'hui, il est de la responsabilité des peuples arabes et musulmans de puiser dans leur propre dynamique historique et de se réapproprier le modèle révolutionnaire que fût Abdelkrim al-Khattabi, afin de façonner leur action et leur projet de société de manière autonome et endogène. Il ne fait aucun doute que seule l'unité au sein de la nation arabe pourra être la source de l'émancipation des peuples et du développement économique au bénéfice de tous.

Comité Action Palestine

---

# **Cycle de conférences - formations : « Thomas Sankara »**

**COMITE ACTION PALESTINE**



## CYCLE DE CONFERENCES-FORMATION

*Le Comité Action Palestine vous propose tout au long de l'année 2013 un cycle de soirées-formations autour de films et de documentaires sur le thème « colonialisme, néocolonialisme et résistance ».*

La prochaine séance aura lieu **le 19 juin 2013 à 20h30,**

Nous évoquerons le révolutionnaire,

### **« Thomas Sankara »**

à l'Athénée Municipal de Bordeaux (Place St Christoly, Tram A et B, arrêt Hôtel de ville)

#### ***Un documentaire sera présenté***

S'inscrivant dans la lignée des Che Guevara et des Patrice Lumumba, Thomas Sankara représentera pour son pays mais aussi pour l'ensemble des populations du tiers-monde un exemple et un espoir dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme.

Quand on lui demandait de définir l'impérialisme, il répondait que c'était « ce qui se retrouvait dans vos assiettes », que c'était cette main-mise des puissances coloniales et le contrôle criminel et absolu qu'elles imposent aux africains. Pillage des ressources naturelles, régimes politiques à la solde et corrompus, ce système totalitaire malgré les indépendances politiques continue son œuvre destructrice du continent en maintenant au Burkina Faso comme ailleurs l'ultrapauvreté et la dictature. Le Capitaine Thomas Sankara soutenu par une grande partie de l'armée et de la population en relation avec les cercles des jeunes intellectuels marxistes organisera la prise du pouvoir le 4 Août 1983.

Leader d'une révolution populaire aspirant à un changement radical, Thomas Sankara engagera le Burkina Faso dans de

profondes transformations :

- lutte contre les forces compradores et corrompues au sein de l'appareil d'Etat,
- lutte contre la dépendance économique imposée par l'impérialisme français et américain en menant une réforme agraire et un développement autocentré de l'artisanat local et de « l'industrie utile »,
- développement de la démocratie populaire et participative à travers principalement l'organisation des Comités de Défense Révolutionnaires (CDR), l'instauration de tribunaux populaires (TPR) et une réforme fondamentale de l'enseignement,
- Sur un plan social, le Burkina connaîtra également un réel progrès avec la régression du féodalisme et du pouvoir des chefferies complices de l'ancien régime. L'accès aux soins et l'égalité entre hommes et femmes seront aussi des objectifs prioritaires.

En matière de politique étrangère, Thomas Sankara militera pour l'unité des forces anticoloniales. Panafricanisme et non alignement en constitueront le socle.

Reste que la volonté d'indépendance et la lutte contre les intérêts néocoloniaux du nouveau Burkina Faso sera frappée par l'hostilité et la sournoiserie de la France, l'ancienne puissance coloniale. Foccart aux commandes, la contre révolution se prépare et finira par reconquérir le pays en mettant provisoirement fin aux dangers que Sankara et les siens représentaient pour l'ordre mondial. Trahi par son compagnon de lutte Blaise Compaoré, Thomas Sankara sera assassiné par un clan de l'armée rallié et soutenu par les services français.

C'est l'histoire de cet homme et de la naissance du Burkina Faso que retrace le documentaire que nous projetterons. Celui-ci sera suivi d'un échange. Car l'histoire du Burkina Faso et

de son Capitaine Sankara a valeur d'exemple et d'expérience permettant de mieux saisir le contexte actuel et l'interventionnisme forcené de l'impérialisme en Libye, en Syrie et récemment en Côte d'Ivoire.

---

## Les conférences-formation du COMITE ACTION PALESTINE

Dans la continuité du forum organisé en juin 2009 sur la Palestine et le fait colonial en général, le Comité Action Palestine propose en 2012 un cycle de soirées-formations autour de films et de documentaires sur le thème colonialisme, néocolonialisme et résistance.

L'objectif de ces formations est de déconstruire l'histoire officielle ou l'idéologie dominante sur ces questions et de proposer une version alternative et objective de l'histoire. La réflexion sera menée à partir d'éléments d'analyse et de connaissances historiques qui seront proposés au cours de la présentation et discutés au cours des échanges qui s'en suivront. L'accent sera mis sur les liens existants entre le fait colonial, le néocolonialisme actuel et la résistance des peuples. En ce qui concerne la forme, les échanges se feront à partir de la projection de vidéos-reportage ou d'extraits de films.

Le choix de ce thème pour le cycle des formations ouvertes s'explique par son caractère central pour appréhender à la fois la situation en Palestine mais aussi la nature des rapports Nord-Sud. Partant de l'observation que le colonialisme sioniste forme une synthèse de différentes formes de colonialisme qui ont prévalu dans l'histoire et que son analyse suppose donc une connaissance plus générale du colonialisme, le Comité Action Palestine a opté dans le cadre des formations pour un ensemble de vidéos traitant du fait colonial. D'autre part, et les soulèvements dans le monde arabe le montrent plus clairement encore, la situation du

peuple palestinien et celle du colonialisme juif dépendent étroitement de l'évolution des rapports de force qui opposent l'impérialisme aux peuples du Sud. C'est pourquoi une analyse du néocolonialisme est apparue indispensable, à savoir les modalités actuelles par lesquelles l'occident vise à maintenir ou à réinstaller sa domination économique et politique sur les Nations du Sud. Le colonialisme sioniste et le néocolonialisme occidental ont des destins liés de même que la résistance palestinienne et les résistances des peuples du sud s'entretiennent et se renforcent mutuellement.

L'intérêt de ses formations est donc d'apporter des outils théoriques et des connaissances historiques sur le fait colonial et néocolonial sachant qu'il est impossible de décortiquer l'un sans disséquer l'autre. Pour les classes dirigeantes occidentales, cette réalité est tellement bien perçue et intégrée qu'elles s'agitent dans tous les sens pour préserver l'existence d'Israël. En effet, une probable disparition de l'entité sioniste serait une catastrophe majeure car elle signifierait la fin de la domination occidentale dans toute la région. Dans cette optique, les formations de 2012 comprendront aussi des vidéos sur le fait néocolonial.

Les rapports de force entre sionistes et anti-sionistes de même que les rapports néocoloniaux se jouent aussi à l'intérieur même des pays du Nord. Le sionisme est inscrit au cœur même des Etats occidentaux, ce qui explique le soutien sans faille de ces Etats à Israël. D'autre part, le courant sioniste, par sa domination des sphères de l'Etat dans tout le monde occidental, donne l'orientation de l'offensive impérialiste et néocoloniale dans les pays du Sud. Enfin ce sont ces mêmes sionistes qui sont les plus fervents propagateurs de l'islamophobie dans l'objectif de scinder et d'opposer les classes populaires selon une logique blancs/immigrés et de délégitimer la cause palestinienne dans les quartiers populaires. Ainsi le néocolonialisme à l'œuvre

dans les pays du sud se retrouve sous certaines de ses formes dans les quartiers populaires des pays du Nord, néocolonialisme qui permet de brimer les populations immigrées et de les isoler dans leur soutien à la cause palestinienne. Des formations-vidéos porteront donc sur cette question du néocolonialisme et de l'islamophobie à l'intérieur même des pays occidentaux.

La visée globale de ces formations destinée à un large public est non seulement de permettre de comprendre les phénomènes coloniaux, néocoloniaux et les résistances qu'elles suscitent mais aussi d'inciter chacun d'entre nous à en percevoir les liens réciproques.

---

## **Déclaration de Georges Ibrahim Abdallah – 18 mai 2013**

Déclaration de Georges Ibrahim Abdallah, prisonnier politique libanais emprisonné en France depuis 1984, du samedi 18 mai 2013.

« Certainement, ce n'est pas en cherchant des astuces judiciaires ici et là que l'on fait face à leur criminel acharnement, mais plutôt en affirmant une détermination inébranlable dans la lutte contre leur criminel système impérialiste. » Georges Abdallah

---

# Quand les activistes pro-palestiniens se soumettent aux exigences des « juifs progressistes »



Du 10 au 12 mai 2013, un groupe d'activistes et écrivains arabes, occidentaux et juifs se réuniront à Stuttgart, Allemagne, sous les auspices du « Camp anti-impérialiste » pour une conférence sur « Un Etat démocratique pour tous ses citoyens en Palestine historique », selon l'intitulé de l'invitation (1). Non contente de dénaturer et de métamorphoser une lutte de libération nationale en une campagne mondialiste de type libéral pour la « démocratie » et les « droits de l'homme » en contournant la question centrale du conflit, à savoir l'identité arabe de la Palestine de la mer au Jourdain, et pas satisfaite de violer les principaux préceptes et fondements de la Charte nationale palestinienne (non modifiée), cette conférence illustre par son message un exercice de normalisation « soft » avec les envahisseurs colonialistes, tant d'un point de vue politique qu'intellectuel.

---

## **Quand les activistes pro-palestiniens se soumettent aux exigences des « juifs progressistes »**

Du 10 au 12 mai 2013, un groupe d'activistes et écrivains arabes, occidentaux et juifs se réuniront à Stuttgart, Allemagne, sous les auspices du « Camp anti-impérialiste » pour une conférence sur « Un Etat démocratique pour tous ses citoyens en Palestine historique », selon l'intitulé de l'invitation (1). Non contente de dénaturer et de métamorphoser une lutte de libération nationale en une campagne mondialiste de type libéral pour la « démocratie » et

les « droits de l'homme » en contournant la question centrale du conflit, à savoir l'identité arabe de la Palestine de la mer au Jourdain, et pas satisfaite de violer les principaux préceptes et fondements de la Charte nationale palestinienne (non modifiée), cette conférence illustre par son message un exercice de normalisation « soft » avec les envahisseurs colonialistes, tant d'un point de vue politique qu'intellectuel.

Toutefois, l'aspect le plus dérangeant de cette Conférence de Stuttgart, qui prône « Un Etat démocratique », reste le sentiment d'obséquiosité et d'infériorité qui caractérise la mentalité des participants arabes, notamment des arabes de gauche, envers leurs collègues juifs, lorsqu'il est question de la Palestine.

Oublions un instant la Palestine et imaginons l'application de cette attitude à tout autre mouvement national de libération, ou en faveur des droits civiques. Aux Etats-Unis, par exemple, quiconque suggérerait, ou même laisserait entendre, que les militants noirs doivent être représentés par des blancs, pour que « la symétrie » soit respectée, serait dénoncé comme un raciste pur et dur : « Qui dit que les noirs ne peuvent pas parler pour eux-mêmes, ou qu'ils ont besoin qu'un blanc vienne nuancer leurs propos ? ». Vous pouvez imaginer l'indignation que tout le monde, à la gauche du Ku Klux Klan, exprimerait. Nous sommes là limités à la question blanc/noir aux Etats-Unis – une question limitée à la sphère réformiste libérale depuis un demi siècle ! Tout activiste noir(e) qui suggérerait d'impliquer des blancs, serait dénoncé/e comme une sorte d'Oncle Tom (à moins qu'il ne s'agisse d'une tactique intentionnelle, et même dans ce cas elle ferait l'objet d'un sacré débat !).

Si une publication de gauche cherchait à sortir un article sur un sujet latino-américain comme le Cinco de Mayo [5 mai 1862] par exemple, elle se tournerait forcément vers des auteurs Latinos, et non pas vers des Gringos modérés. L'inverse serait

juste insensé car contraire au principe fondamental d'auto-détermination.

Mais lorsqu'il s'agit de la Palestine, le même magazine de gauche trouvera quelqu'un avec un nom juif pour écrire son article. Ou il fera en sorte que les Palestiniens soient pondérés par quelques juifs – juste pour prouver qu'ils ne sont pas « antisémites ». Et ceci dans le contexte d'une occupation qui dure depuis 1948 – et même avant, en réalité, si vous remontez au temps où a commencé le processus de colonisation sous l'égide des puissances coloniales étrangères.

Par ailleurs, le fait que les gauchistes en question estiment que « Israël » est un Etat légitime n'apporterait rien de nouveau. La plupart des colonialismes ont historiquement été installés par des Etats qui étaient légalement « légitimes ». Le Viet-Nam et l'Algérie ont été colonisés par les Français, et la France est un Etat reconnu par tous. Mais est-ce que cela signifie qu'il faut un gauchiste français pour légitimer un article sur la lutte nationale de libération vietnamienne ou algérienne ?! Les règles du discours anti-impérialiste montrent, et c'est logique, que ce sont les Vietnamiens et les Algériens qui ont donné le ton de la discussion, et pas les Français, et encore moins les Français progressistes.

Mais lorsqu'il s'agit des Sionistes, c'est le monde à l'envers. La gauche requiert l'autorisation des Juifs pour s'exprimer contre « Israël » et le sionisme. On se trouve dans la situation culpabilisante où il faut obligatoirement associer la lutte pour la Palestine à la lutte contre l'antisémitisme. Mais que vient faire ici l'« antisémitisme » ? Qu'a-t-il à voir, même de loin, avec une lutte contre un cas avéré de colonialisme de peuplement ? Personne n'insiste pour qu'on ajoute obligatoirement l'appel contre le « racisme inversé » à chaque appel pour les droits des Noirs. Comment se fait-il alors que des radicaux soient tout d'un coup si terrifiés de s'affirmer anti-colonialistes, pour la

seule raison que leurs colonisateurs sont juifs ?

En conséquence de cette situation, le discours est non seulement refoulé mais les nationalistes juifs – appelons-les les sionistes ou les sionistes-qui ne veulent pas se l'avouer, ou les quasi-sionistes ou ce que vous voudrez – finissent par exercer un droit de veto sur la lutte arabe. Ils fixent le plafond de la lutte. Et si on examine où en est la lutte arabe aujourd'hui, par rapport à sa situation il y a 30 ou 50 ans, on ne peut pas s'empêcher de constater que cette manoeuvre nationaliste juive a grandement contribué à détruire (pour l'instant) la lutte nationale arabo-palestinienne.

En fait, il est horrifant de constater que certains activistes et écrivains palestiniens et arabes ne peuvent se contenter d'affirmer les droits palestino-arabes sans s'allier aux colonisateurs. Dans quels autres cas cette situation est-elle observable ? Certes, il est arrivé que des individus de la nationalité colonisatrice se coupent de leur société et rejoignent le mouvement de libération nationale de l'opprimé. Mais il s'agissait du mouvement de libération nationale de l'opprimé, et non pas d'un mouvement de « libération » commun servant les communautés de l'opresseur et de l'opprimé sur une base d'égalité ! Si des gens de la nationalité de l'opresseur ont rejoint la lutte, c'était aux conditions établies par le mouvement de libération nationale du peuple opprimé. Comme il y eut des Portugais blancs impliqués dans la lutte de libération angolaise des années 1970. Mais ce ralliement n'a jamais impliqué de définir en commun le programme de libération angolaise pour garantir que les colonialistes ne soient pas perdants après la « libération ».

Partout ailleurs le colonialisme a été compris comme une raison suffisante pour l'émergence d'un mouvement de libération nationale, mais pas lorsque les Juifs sont impliqués. Lorsque les colonisateurs sont des Juifs, alors soudain les gauchistes deviennent nerveux, hésitants et soupçonneux sur tout mouvement de libération nationale. La

gauche reconnaît le principe de l'autodétermination pour tous les peuples opprimés – sauf pour le peuple dont les oppresseurs sont des Juifs. Dans ce cas précis, le mouvement de libération nationale est obligé de faire marche arrière, d'adopter un langage « diplomatique », de « prouver » qu'il est « pur », de s'allier aux Juifs et de s'assurer que le programme de libération nationale est approuvé par les activistes juifs. Et c'est ainsi que la lutte de libération nationale est sapée et réduite à moins qu'un mouvement de droits civiques qui doit toujours rappeler à son public qu'il n'est pas opposé aux colonialistes en tant que tels, mais seulement à leurs représentants les plus extrémistes. Et c'est ainsi que le plafond de la lutte est abaissé et que le « programme maximum » cesse d'être celui d'une libération nationale et devient une campagne commune avec des juifs progressistes pour un régime colonial plus libéral.

*Par Muhammad Abu Nasr*

(1)

[http://www.antiimperialista.org/one\\_democratic\\_state\\_conference\\_II\\_stuttgart](http://www.antiimperialista.org/one_democratic_state_conference_II_stuttgart)

Source : Free Arab Voice

Traduction : MR pour ISM

---

## **Affaire Dieudonné à Bordeaux : la liberté d'expression menacée**

Dans Le Sud Ouest du 23 Février 2013, on apprenait que la LICRA avait interpellé le préfet de la Gironde et le maire de Bordeaux afin de faire interdire le spectacle de Dieudonné du

4 Avril prochain.

Encore une fois le chantage à l'antisémitisme est agité, encore une fois, la sacro-sainte liberté d'expression est enterrée, dès lors qu'il est question du sionisme. Tout propos remettant en cause Israël est systématiquement condamné sous couvert d'antisémitisme ou d'incitation à la haine. Il s'agit de faire taire toute forme d'expression critique à l'endroit de l'état colonial sioniste. La liberté d'expression est à géométrie variable : elle est totale lorsqu'il s'agit d'islamophobie et de stigmatisation des immigrés; elle n'existe pas si elle met en question le sionisme.

Alain Juppé serait bien inspiré de réfléchir avant d'entamer toute démarche de censure. Alain David, maire de Cenon l'a appris à ses dépens lorsqu'en 2006 il a voulu interdire la représentation d'une troupe de théâtre de jeunes palestiniens (Al Rowwad). La mairie de Cenon a été condamnée pour atteinte à la liberté d'expression. De plus, Alain Juppé n'est pas sans ignorer que la société d'économie mixte de la Rochelle a été condamnée à verser à Dieudonné 40 000 euros suite à l'annulation de son spectacle.

Aussi le Comité Action Palestine dénonce avec force toute tentative de criminalisation de l'antisionisme et toute atteinte à la liberté d'expression.

Comité Action Palestine

---

# **L'aventurisme colonialiste de la France au Sahel**



Le 11 janvier 2013, la France a lancé une offensive aérienne et terrestre sur le Mali avec comme raison invoquée la préservation de l'Etat malien contre l'avancée des groupes djihadistes vers Bamako. Officiellement, le gouvernement socialiste de F. Hollande se présente en sauveur puisque cette intervention militaire ferait suite à une demande pressante du président malien d'un soutien et de l'implication l'armée française pour repousser la menace islamiste. Cependant, les vrais intérêts d'une telle guerre restent cachés comme dans toute guerre coloniale.

Ainsi aucune voix parmi les médias ou les officiels français ne nous dit que l'instabilité au Mali a été concomitante du coup d'Etat du 22 mars 2012, à l'instigation de la France, contre le pouvoir du président Amadou Toumani Touré. C'est à la suite du chaos entraîné par le coup d'Etat que les groupes touaregs du MNLA et de Ansar Dine d'un côté et les groupes djihadistes d'Aqmi et du Mujao s'emparent du Nord-Mali. Personne dans le paysage politico-médiatique français pour dénoncer l'aventurisme guerrier en Libye de la France qui en créant le chaos dans ce pays a renforcé les groupes djihadistes au Mali, notamment par la circulation des armes

dans la région du Sahel.

Pas un son de cloche dissonant dans le concert d'acclamations de la guerre française au Mali pour affirmer qu'une solution politique était possible, celle prônée par l'Algérie d'intégrer les touaregs dans le processus politique et dans le futur gouvernement malien. En effet, il ne peut y avoir de solution à long terme et de stabilité si les populations du Nord continuent à subir marginalisation et oppression comme ce fut le cas jusqu'à présent dans le cadre de l'Etat malien. De cette manière, les groupes djihadistes, influencés ou manipulés par des puissances diverses et dont on connaît la capacité de nuisance après la prise d'otages à In Amenas en Algérie, auraient pu être marginalisés sur la scène malienne. Enfin, nulle âme pour souffler mot sur les intérêts économiques français au Mali et dans la région, sur la convoitise que suscitent les ressources en or et en gaz du Mali, sur la volonté de protéger les ressources en uranium d'Areva au Niger ou sur les prétentions de récupérer la Sahara algérien, prétentions aussi vivaces depuis 1971, date à laquelle la France fut contrainte de quitter ce territoire, 9 ans après l'indépendance algérienne. La France s'est lancée dans une offensive précipitée au Mali mue par l'appât du gain dans une situation de crise économique aigue et de perte des marchés dans les autres régions du monde, notamment en Libye où la France n'a pas réussi à tirer les marrons du feu qu'elle avait elle-même allumé. La France s'est aussi engagée dans cette guerre dans l'objectif de déstabiliser l'Algérie, le seul Etat non inféodé de la région maghrébo-sahélienne et caractérisé par un développement économique qui dérange les intérêts français. En effet si l'Algérie émerge économiquement et s'impose en tant que puissance régionale, il devient clair que ce qui reste de la Françafrique est condamné à disparaître.

Toutes ces raisons montrent clairement que la France mène actuellement au Mali une guerre pour les ressources c'est-à-dire une guerre dans la plus pure tradition coloniale, digne des guerres menées par les Républicains de la 3<sup>ème</sup> République ou par la SFIO sous la 4<sup>ème</sup> République. En ce sens, les socialistes français sont restés fidèles à eux-mêmes : des colonialistes enragés. C'est pourquoi le Comité Action Palestine dénonce avec la plus ferme intransigeance

l'aventurisme colonialiste de la France au Sahel.

COMITE ACTION PALESTINE

---

# Propagande de l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF).

Lors de sa visite en Algérie, François Hollande avait dans sa valise, outre de très nombreux anciens colons, une délégation de l'Union des Etudiants Juifs de France qui a été reçue en grande pompe à l'Université de Tlemcen. Il est un fait avéré que l'UEJF est une organisation sioniste qui milite pour l'Etat d'Israël en toutes circonstances. Des franco-algériens attachés à l'indépendance de l'Algérie et à la défense des peuples opprimés dénoncent cet accueil et demandent au recteur de l'Université de cesser toute collaboration avec cette association et d'informer les étudiants sur les véritables motivations de cette organisation.



---

A Monsieur le Recteur de l'Académie de Tlemcen.

Objet : Propagande de l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF).

Monsieur le Recteur de Tlemcen,

C'est avec consternation et une grande irritation que nous venons d'apprendre, par le biais d'une déclaration publique, que l'association communautaire Union des Etudiants Juifs de

France (UEJF), a été reçue en grande pompe par votre université, lors de la récente visite du président François Hollande à Tlemcen, et qu'une tribune de propagande de son idéologie lui a été offerte, au sein du public universitaire. Nous ne pouvons que supposer que cela résulte d'une totale méconnaissance, par vous, de la nature de cette association et voulons, en conséquence, attirer votre attention, sur le fait que l'UEJF n'est pas une organisation de jeunes étudiants français cherchant simplement à nouer des relations culturelles ou scientifiques avec des étudiants d'autres nations. C'est une association engagée idéologiquement, qui a coordonné la publication d'un ouvrage hautement idéologique intitulé « le sionisme expliqué à nos potes » -Ed. de la Martinière, 2003- Bien qu'ayant revue sa décision, il ne vous a certainement pas échappé que l'ONU, à travers sa résolution 3379, assimilait le sionisme au racisme. Suite à la dernière agression militaire contre la population de Gaza, l'écrivain Jacob Cohen, dans un article intitulé « Le sionisme et sa démente meurtrière », apporte un éclairage instructif sur cette idéologie.

Antérieurement, le mouvement BDS –Boycott Désinvestissement Sanctions- marocain, l'Association des travailleurs marocains en France (ATMF) et l'Union juive française pour la paix (UJFP) s'étaient déjà insurgées contre la tenue de la conférence nationale de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) au Maroc du 26 au 30 mai 2011, et n'ont pas manqué de protester auprès des autorités marocaines.

L'UEJF a été dénoncée par Rupert Colville, porte parole du Haut commissariat de l'ONU pour les Droits de l'Homme, et interdit d'accès à la conférence « Durban II » contre le racisme à Genève, en avril 2009. Elle revendique une représentation communautariste et milite pour l'Etat d'Israël en toutes circonstances, comme vous pouvez le constater en consultant son site, alors même que cet Etat a eu le triste privilège de faire l'objet de 85 % des condamnations prononcées aux NU, rien qu'en 2012.

L'UEJF soutient Israël, au moment où Tsahal commet des crimes de guerre (voir des crimes contre l'humanité) contre la population civile de Gaza (rapports de R. Goldstone et R. Falk). Cette organisation ne dit pas un mot sur le siège de Gaza, la colonisation galopante des territoires palestiniens,

la judaïsation de la ville de Jérusalem (El Qods), le système d'apartheid et d'épuration ethnique israélien, l'attaque des flottilles humanitaires par l'armée israélienne dans les eaux internationales...etc.

L'UEJF qui ne trouve rien à dire à la nomination d'A. Libermann, ministre d'extrême droite israélien, s'est attachée à dénigrer les candidates à l'Elysée Eva Joly (EELV) et Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), après qu'elles aient décrit Gaza comme un « camp de concentration à ciel ouvert ».

L'UEJF s'est aussi attaqué à Daniel Mermet, animateur et producteur de l'émission quotidienne « Là-bas si j'y suis » sur les ondes de France Inter, en mai 2002, sous prétexte d'incitation à la haine raciale car il évoquait la situation de la population palestinienne. Ce dernier a été relaxé par la 17<sup>ème</sup> chambre correctionnelle du Tribunal de Paris. En novembre 2003, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a demandé, sans succès, à l'université de Nanterre-Paris X d'interdire une association étudiante sur le campus, l'Association générale des étudiants de Nanterre (AGEN) qu'elle accusait d'être à l'origine d'incidents, là encore, du fait de son soutien à la cause palestinienne. L'UEJF n'a pas hésité à stigmatiser le professeur Christophe Oberlin, solidaire du peuple palestinien, en l'accusant d'inciter ses étudiants à prendre des positions «haineuses », et en demandant à l'université Paris 7 de le sanctionner, car il s'était permis d'évoquer la mort de civils, à Gaza, dans une question d'examen de médecine humanitaire.

L'UEJF a salué la décision du recteur d'académie de Toulouse d'interdire le meeting « Palestine vaincra » prévu à l'université Toulouse-Le Mirail, en décembre 2012.

L'UEJF a dénoncé la pétition des 62 footballeurs professionnels s'opposant à la tenue de l'Euro 2013 des moins de 21 ans en Israël en juin prochain.

L'UEJF a soutenu le journal « Charlie Hebdo » dans son élan islamophobe, sous prétexte de droit à la liberté d'expression – droit à dimension variable, puisqu'elle n'a de cesse que de tenter d'interdire toute expression sur la Palestine.

Voilà, Monsieur le recteur quelque unes des prouesses de cette organisation qui par ailleurs déclare, par la bouche de son président, qu'elle se rendra prochainement dans votre université afin de promouvoir « la paix des mémoires » et

organiser le dialogue avec les jeunes algériens, sans faire aucune allusion au décret Crémieux (décret n° 136 qui accorde d'office en 1870 la citoyenneté française aux juifs d'Algérie).

Monsieur le Recteur,

Au vu de ces quelques faits avérés, vous ne pouvez accepter d'être utilisé comme simple outil de promotion de la politique israélienne et de son idéologie meurtrière, sous prétexte d'instauration d'un pseudo dialogue.

Monsieur le Recteur,

Il est de votre responsabilité d'apporter un démenti à la déclaration publique de cette organisation, à défaut de quoi, vous vous exposez à une posture d'encouragement à la politique criminelle menée par Israël contre le peuple palestinien.

Monsieur le Recteur,

Il est plus que nécessaire d'informer les personnels et les étudiants des universités que vous dirigez, des motivations de cette association qui milite contre l'expression démocratique en France et qui prétend manifester pour les libertés publiques ailleurs, mais n'a d'autre but que la promotion de la politique coloniale israélienne.

Monsieur le Recteur,

Parce que nous sommes des franco-algériens responsables, sensibles aux valeurs des Droits de l'Homme et notamment attachés à l'indépendance de l'Algérie, nous vous demandons de mettre fin à la machination organisée par l'association communautariste « Union des Etudiants Juifs de France », en cessant toute collaboration avec cette dernière, et en apportant les informations nécessaires pour éclairer le public, particulièrement étudiant, des vraies motivations de cette association.

Convaincus que votre attention sera attirée par notre indignation et que vous apporterez les réponses nécessaires, dans l'intérêt de l'université algérienne, recevez, Monsieur le Recteur, l'expression de nos salutations anticolonialistes.

---

# La résistance est la seule voie vers la libération de la Palestine

L'histoire de l'entité coloniale nommée Israël n'a été qu'une longue et sombre histoire de spoliation, de guerres, de massacres, de crimes et d'assassinats. 

L'Etat d'Israël a été édifié sur un crime de masse, la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens. 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800 000 Palestiniens forcés à l'exil. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 7 millions, attendent toujours l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

L'assassinat des leaders de la résistance est aussi inscrit au centre de la stratégie sioniste. Il s'agit de mettre à genou le peuple palestinien et le priver de sa capacité organisationnelle et politique de combattre son ennemi. La liste des martyrs est longue depuis Cheikh Izzedine al Qassam (1935). Il faut citer entre autres Abd al-Qadir al-Husseini (1948), Wadi Hadad (1973), Naji al-Ali (1987), Abu Jihad (1988), Fathi al-Shaqaki (1994), Abu Ali Mustafa (2001), Cheikh Ahmed Yassine (2004), Abdel Azziz al-Rantissi (2004), Yasser Arafat (2004), Mahmoud al-Mabdouh (2010) et Ahmed Jaabari, commandant en chef de la branche militaire du Hamas, assassiné mercredi 14 novembre 2012 à Gaza.

Mais la violence extrême employée pour briser la résistance du peuple palestinien est un indicateur de la faiblesse de cette entité qui finira par disparaître sous les coups répétés de la résistance.

Parce que la résistance populaire est toujours plus forte, le transfert massif des Palestiniens n'est plus une option envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'était abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas

tombée et la résistance s'est renforcée. Malgré la tuerie, « Israël » avait été battu car l'armée d'occupation n'avait atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, ce fut un nouveau coup très dur pour cette armée « israélienne » qui se prétendait invincible.

La nouvelle agression barbare de l'entité coloniale sur Gaza est en fait la poursuite de la bataille perdue de 2009. Entre temps rien n'est venu redorer le blason de l'armée sioniste de plus en plus raillée en interne. Profitant d'une situation particulièrement instable au Moyen Orient, et alors qu'il n'a pas encore réussi à convaincre les Occidentaux d'attaquer l'Iran, l'Etat d'Israël prend pour cible la résistance palestinienne, estimant sans doute qu'elle est le maillon le plus faible de l'axe de résistance. La rapidité et l'intensité de la riposte palestinienne démontre pourtant qu'elle n'a jamais été aussi forte et organisée.

Même si la trahison de la plupart des Etats arabes envers le peuple palestinien est une nouvelle fois vérifiée, les peuples arabes, renforcés par les mouvements populaires dans leurs pays respectifs, expriment toujours plus fort leur rejet du sionisme et leur soutien à la libération de la Palestine.

En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infamante machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés.

**Comité Action Palestine**

---

# **Le calendrier 2013 Palestine Libre est maintenant disponible**

**La Palestine est le foyer du peuple arabe palestinien ; c'est une partie indivisible du foyer arabe, et le peuple palestinien est une part intégrale de la nation arabe (Charte nationale de l'Organisation de Libération de la Palestine).**

La Palestine est arabe et la cause palestinienne est une Cause arabe.

Tout concourt à l'affirmer. Seuls le sionisme et ses alliés impérialistes le nient. L'Histoire de la région comme centre politique, civilisationnel et religieux le prouve. En effet, la stratégie occidentale de dépeçage du Moyen Orient depuis plus d'un siècle, ainsi que la continuité de la résistance au colonialisme et à l'impérialisme dans cette région montrent que la Palestine fait partie intégrante du Monde arabe. La solidarité entre les mouvements nationaux, qu'ils soient palestiniens, syriens, irakiens, algériens, libanais ou autres, de même que le rôle des Etats dans leur recherche de leadership et de légitimité viennent aussi le confirmer. Enfin l'engagement quotidien des peuples arabes à côté de leurs frères palestiniens et la pression qu'ils exercent sur leurs gouvernants afin de ne jamais reconnaître la légalité de l'Etat sioniste est la meilleure preuve que la cause palestinienne est aussi la leur.

Face à la violence du sionisme qui cherche à effacer la Palestine de la carte et à en chasser la population arabe, à

celle de l'impérialisme qui tente de briser la Nation arabe pour mieux défendre sa sentinelle coloniale et contrôler économiquement la région, les peuples et les leaders des mouvements de résistance savent depuis toujours que seule l'unité les conduira à la victoire. La libération de la Palestine et la souveraineté arabe au Moyen Orient sont des objectifs liés, tout comme leur réalisation.

Ainsi la Résistance palestinienne est, et demeure, le symbole de la lutte des peuples arabes pour l'émancipation. Issue des couches dépossédées paysannes avant 48 et des camps de réfugiés après la Nakba, cette résistance a représenté un moteur révolutionnaire puissant et un exemple pour l'action populaire, notamment armée, non seulement dans la région, mais aussi dans le monde entier.

Dans le contexte actuel, où l'affaiblissement de l'Occident, et donc de l'Etat sioniste, conduisent à une intensification sans précédent de la guerre impérialiste au Moyen Orient, les soulèvements populaires arabes et la détermination renforcée des Etats de l'axe de la Résistance laissent envisager que les rapports de force peuvent s'inverser et conduire à la victoire.

La Palestine est depuis plus d'un siècle l'enjeu majeur de la région et plus largement celui de l'affrontement séculaire entre le Nord et le Sud. La Cause palestinienne est non seulement une cause arabe et musulmane, c'est aussi et surtout une cause universelle, celle de tous les opprimés à travers le monde, celle de tous «les damnés de la terre ».

# Calendrier **PALESTINE LIBRE**



فلسطين حرة رُزْ نَامَةٌ ٢٠١٣

Ce calendrier est entièrement bilingue arabe/français.

Il est constitué d'une partie calendrier qui revient sur des événements particuliers liés à l'histoire du nationalisme palestinien et d'un cahier composé de 14 textes qui présentent des éléments d'analyse historique et géopolitique pour mieux comprendre la situation actuelle, et illustrent que la Palestine a toujours été arabe et le restera !

10 novembre 1975: Résolution 3379 « le sionisme est une forme de racisme »

Par sa résolution 3379, l'Assemblée générale des Nations unies, « Rappelant sa résolution 1904 du 20 novembre 1963, promulguant la Déclaration des Nations Unies sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination Raciale, et en particulier son affirmation que "toute doctrine de différenciation ou de supériorité raciales est toujours scientifiquement fautive, moralement condamnable, socialement injuste et dangereuse" (...) décrit que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. »

# Novembre تشرين الثاني

Dimanche الاحد	Lundi الاثنين	Mardi الثلاثاء	Mercredi الاربعاء	Jeudi الخميس	Vendredi الجمعة	Samedi السبت
					1	2 Félicitation de Balfoz (1917) تصريح بالفور، ١٩١٧
3	4	5	6	7	8	9
10 Résolution 3379 Le sionisme est une forme de racisme (1975) ١٩٧٥ قرار ٣٣٧٩ التمييزية السيوونية عصوية	11	12	13	14 Le Jour National Palestinien, introduction d'une pénalisation (1995) اليوم الوطني الفلسطيني، إعلان الإحتفال، ١٩٩٥	15 Le Jour National Palestinien, introduction d'une pénalisation (1995) اليوم الوطني الفلسطيني، إعلان الإحتفال، ١٩٩٥	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29 Vote du plan de partition de la Palestine (1947) التصويت على مشروع تقسيم فلسطين، ١٩٤٧	30

Cette résolution a été abrogée le 16 décembre 1991 : Israël a posé cette condition à sa participation à la conférence de Madrid qui a abouti aux accords d'Oslo.

Le sionisme est un colonialisme de type ethnique et raciste ayant pour objectif dès son origine, l'expulsion totale des Palestiniens et leur remplacement par une population juive étrangère dans un État réservé exclusivement aux juifs. Résolution ou pas, le sionisme reste une idéologie coloniale et raciste qui doit être combattue par tous les moyens.



# L'unité arabe par et pour la Palestine

Depuis leur émergence, les nationalismes arabe et palestinien sont intimement liés, devenant, tour à tour, le moteur de la lutte au gré de l'histoire, douloureuse, mais mobilisatrice.

L'évolution des nationalismes arabe et palestinien a connu trois étapes.

La revendication d'une nation arabe émerge sous l'empire ottoman mais s'impose durant la période des mandats. Il s'agit de lutter contre l'emprise coloniale impérialiste. Dès la fin du XIXème siècle, la Palestine est l'enjeu à partir duquel se développe le sentiment national arabe. Il apparaît dès cette époque que l'ennemi commun à combattre est le sionisme. Avant 1948, plusieurs vagues de mobilisations et de révoltes revendiquent la Palestine arabe et combattent autant les sionistes que les occidentaux.

En 1948, le vol de la terre de Palestine par les sionistes a été vécu dans le monde arabe tout entier comme une atteinte à l'intégrité de la terre arabe et de la nation arabe. L'injustice subie par les Palestiniens est ressentie comme une injustice par tous les peuples arabes. Par son existence même, Israël porte atteinte à la personnalité arabe, dans toutes ses composantes historiques, cul-



turelles et religieuses. Aussi, la cause palestinienne se retrouve au cœur du nationalisme arabe et devient la cause nationale arabe.

La défaite de 1967 est un échec historique du nationalisme arabe. En effet, la perte d'al-Quds, de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan et du Sinaï ébranle la légitimité des régimes vaincus. Si la cause palestinienne devient un enjeu de reconquête du leadership pour les Etats, les organisations de la résistance palestinienne en profitent de leur côté pour se renforcer et s'autonomiser. Devant l'impuissance des Etats arabes, ces organisations reprennent le flambeau de la libération de leur terre et de leur peuple. Elles mettent l'accent sur le patriotisme national palestinien qui est renforcé par la spoliation de la totalité de la terre de Palestine. A cette période le nationalisme palestinien et ses organisations représentatives sont les moteurs de la lutte.

La différence d'approche des organisations palestiniennes montre combien les interactions entre nationalisme palestinien et nationalisme arabe sont complexes et intrinsèquement liées. En effet si le PFLP et le FDLP prônent l'unité de la nation arabe comme clé de voûte et préalable à la libération de la Palestine, le Fatah, quant à lui, considère que la libération de la Palestine est première et que la lutte armée, nécessaire, créera une dynamique pour accéder à l'unité de la nation arabe.

La résistance palestinienne proclame unanimement son appartenance à la nation arabe. En 1968, l'Organisation de Libération de la Palestine inscrit dans l'article premier de sa charte : « *La Palestine est le foyer du peuple arabe palestinien : c'est une partie indivisible du foyer arabe et le peuple palestinien est une part intégrale de la nation arabe* ».

Aujourd'hui, dans le contexte des révolutions arabes et de la déstabilisation inéluctable de l'état d'Israël, les rapports de forces se modifient, mais le nationalisme palestinien s'inscrit toujours et résolument dans le nationalisme arabe porté par l'ensemble des peuples arabes.

Les Palestiniens doivent rester la conscience du monde arabe. La Palestine est arabe et le restera pour que l'ensemble de la nation arabe retrouve son intégrité et sa dignité.

Ce calendrier est entièrement réalisé par le Comité Action Palestine, est vendu au prix de 6 euros. L'argent collecté permet de soutenir les actions de l'association et notamment l'invitation de Palestiniens pour qu'ils présentent eux-mêmes en France leur lutte de libération.

Vous pouvez le **commander** dès maintenant grâce à [ce formulaire](#) . Imprimez-le et renvoyez-le nous accompagné de votre règlement.

---

**Solidarité avec Houria**

# Bouteldja

Le Comité Action Palestine condamne avec la plus grande fermeté la lâche agression de Houria Bouteldja, porte-parole du PIR, par la Ligue de Défense Juive. Le Comité Action Palestine tient à lui exprimer toute sa solidarité, ainsi qu'à toutes les autres personnes agressées, menacées et trainées en justice, parce qu'elles estiment, et le disent tout haut, que le sionisme est un mouvement colonial et raciste.

L'impunité et la liberté d'action dont bénéficie la Ligue de Défense Juive est une preuve supplémentaire que la France apporte un soutien inconditionnel à la politique criminelle d'Israël et ce, en allant jusqu'à bafouer les règles les plus élémentaires du Droit et de la Justice sur son propre territoire national.

Plus que jamais, le Comité Action Palestine reste convaincu que le combat pour la libération de la Palestine se mène aussi en France, pays allié du sionisme.

**Comité Action Palestine**

—